

**Rapport sur l'application
de la *Loi sur les allocations
de retraite des parlementaires*
pour l'exercice clos le 31 mars 2007**

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada,
représentée par le président du Conseil du Trésor, 2008

N° de catalogue BT1-11/2007
ISBN 978-0-662-05536-5

Ce document est disponible sur le site Web du
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada à <http://www.tbs-sct.gc.ca>.

Ce document est maintenant disponible en médias substituts sur demande.

Nota : Pour ne pas alourdir le texte français, le masculin est utilisé
pour désigner tant les hommes que les femmes.

Son Excellence la très honorable Michaëlle Jean, C.C., C.M.M., C.O.M., C.D.
Gouverneure générale du Canada

Madame la Gouverneure générale,

J'ai l'honneur de présenter à Votre Excellence le rapport annuel intitulé *Rapport sur l'application de la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires pour l'exercice clos le 31 mars 2007*.

Je vous prie d'agréer, Madame la Gouverneure générale, l'expression de ma très haute considération.

Le président du Conseil du Trésor,

L'honorable Vic Toews, c.p., c.r., député

Table des matières

| | |
|---|---|
| Introduction..... | 1 |
| Capitalisation | 1 |
| Comptes | 1 |
| Cotisations des parlementaires..... | 1 |
| Cotisations du gouvernement..... | 2 |
| Intérêts | 2 |
| Passif futur non capitalisé..... | 3 |
| Allocations et autres prestations | 3 |
| Allocation annuelle | 3 |
| Indemnité de retrait | 4 |
| Allocations aux survivants | 4 |
| Indexation | 4 |
| Prestation minimale..... | 5 |
| Cotisants | 5 |
| Tableaux statistiques..... | 6 |

Introduction

La *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires* (la *Loi* ou LARP) régit les prestations de retraite des parlementaires, c'est-à-dire les sénateurs et les députés. En conformité avec cette *Loi*, le régime de pension prévoit aussi une allocation aux survivants pour les conjoints et les enfants admissibles. Le présent rapport résume, en premier lieu, les principales dispositions du régime et présente ensuite des renseignements, pour l'exercice financier 2006-2007, sur les opérations inscrites aux comptes en vertu du régime, sur les membres et sur les prestations versées. Il contient aussi des données antérieures.

Dans le présent rapport, le terme « parlementaire » désigne un sénateur ou un député en poste ou à la retraite participant au régime. Au besoin, le groupe des sénateurs est traité séparément de celui des députés.

Capitalisation

Comptes

Deux comptes sont utilisés dans les comptes du Canada pour consigner les opérations du régime : le compte d'allocations de retraite des parlementaires (CARP) et le compte de convention de retraite des parlementaires (CCRP).

Le CARP consigne les opérations liées aux prestations prévues au régime qui sont conformes aux règles de l'impôt sur le revenu visant les régimes de pension agréés. Le CCRP consigne les opérations liées aux prestations prévues au régime qui excèdent les limites imposées par ces règles fiscales.

Le CCRP est inscrit auprès de l'Agence du revenu du Canada (ARC), et un transfert est effectué annuellement entre le CCRP et l'ARC soit pour verser un impôt remboursable de 50 p. 100 relativement aux contributions et aux revenus d'intérêts nets ou pour porter au crédit un remboursement fondé sur les versements de prestations nets. Depuis la dernière évaluation, le CCRP a versé à l'ARC un montant de 13 540 275 \$.

Les tableaux 1 à 4 présentent les données courantes et les données antérieures sur le CARP et le CCRP.

Cotisations des parlementaires

À compter du 1^{er} janvier 2001, les sénateurs continuent de verser une cotisation de 7 p. 100 alors que les députés doivent verser une cotisation correspondant à 7 p. 100 de l'indemnité de session au lieu de 9 p. 100.

Certains parlementaires reçoivent des allocations et un traitement supplémentaires à l'égard de fonctions qu'ils exercent, comme celles de premier ministre, de président, de ministre, de chef de l'opposition, de secrétaire parlementaire, etc. Ces parlementaires doivent cotiser au régime en fonction des allocations et du traitement supplémentaires à moins qu'ils choisissent de ne pas verser ces cotisations ou de cotiser à un taux inférieur.

Le premier ministre doit verser une cotisation correspondant à 7 p. 100 du traitement reçu en cette qualité, en sus des cotisations requises de celui-ci à titre de député de la Chambre des communes. Les parlementaires admissibles peuvent choisir de cotiser pour du service passé effectué au Parlement; ils doivent alors payer de l'intérêt sur les cotisations relative à ce service.

Cotisations du gouvernement

Le gouvernement est tenu de verser chaque mois et à chaque compte un montant qui, une fois prises en compte les cotisations des parlementaires, assurera la capitalisation de toutes les prestations futures acquises par les membres au cours du mois. Le taux de cotisation du gouvernement à chaque compte varie d'une année à l'autre et peut être exprimé en fonction d'un multiple des cotisations des parlementaires. Vous trouverez ci-dessous le niveau de cotisation du gouvernement en fonction des cotisations des parlementaires pour les années civiles 2007 et 2006 :

Les cotisations du gouvernement, un multiple des cotisations des parlementaires

| | 2007 | 2006 |
|-----------------------------|------|------|
| Sénat | | |
| CARP | 3,38 | 3,10 |
| CCRP | 4,73 | 4,25 |
| Chambre des communes | | |
| CARP | 3,45 | 3,45 |
| CCRP | 6,73 | 6,67 |

Intérêts

Chaque trimestre, le gouvernement crédite les intérêts sur le solde de chaque compte, au taux prévu par le règlement. Pour l'exercice financier clos le 31 mars 2007, les montants d'intérêts étaient portés au crédit chaque trimestre à un taux de 2,5 p. 100 sur le solde du CARP et du CCRP.

Passif futur non capitalisé

Si le gouvernement détermine qu'il existe un passif actuariel non capitalisé dans le CARP ou le CCRP à la suite du dépôt d'un rapport d'évaluation actuarielle au Parlement, le gouvernement doit, au cours d'un délai réglementaire, porter au crédit du compte les montants qui, après le délai réglementaire, couvriraient ce passif actuariel non capitalisé.

Allocations et autres prestations

Allocation annuelle

Parlementaires

Lorsque les parlementaires cessent d'exercer leurs fonctions à ce titre, ils ont droit de recevoir une allocation annuelle s'ils ont versé des cotisations au régime pendant au moins six ans. Pour les années de service allant jusqu'au 12 juillet 1995 inclusivement, les anciens parlementaires sont admissibles à une allocation annuelle immédiate. Pour leur service suivant cette date, ils n'ont pas le droit de toucher une allocation annuelle avant l'âge de 55 ans.

Le taux d'accumulation des prestations des sénateurs est de 3 p. 100 par année de service jusqu'à un maximum de 75 p. 100 de l'indemnité de session moyenne. Pour les députés à la Chambre des communes, le taux d'accumulation est de 5 p. 100 par année de service jusqu'au 12 juillet 1995 inclusivement, de 4 p. 100 par année de service après cette date jusqu'au 31 décembre 2000 et de 3 p. 100 par année de service à compter du 1^{er} janvier 2001 jusqu'à un maximum de 75 p. 100 de l'indemnité de session moyenne. À compter du 1^{er} janvier 2001, l'allocation annuelle est fondée sur l'indemnité de session moyenne du parlementaire pendant les cinq années où son indemnité a été la plus élevée. Avant cette date, l'allocation annuelle était fondée sur l'indemnité de session moyenne du parlementaire pendant les six années où son indemnité avait été la plus élevée.

L'allocation annuelle d'un parlementaire retraité est suspendue lorsque le parlementaire retourne au Parlement comme sénateur ou comme député. L'allocation annuelle d'un sénateur ou d'un député retraité est suspendue s'il commence à travailler pour le gouvernement fédéral et que son traitement excède 5 000 dollars par année.

Premier ministre

Pendant son mandat, le premier ministre doit cotiser pendant au moins quatre ans, en cette qualité, pour avoir droit à une allocation liée à ce service. L'allocation lui est versée dès qu'il n'exerce plus les fonctions de parlementaire ou à l'âge de 65 ans, selon la dernière de ces éventualités. Elle est égale aux deux tiers du traitement annuel du premier ministre en poste au moment où commence le versement de l'allocation.

Indemnité de retrait

Certains parlementaires peuvent recevoir une indemnité de retrait. L'indemnité de retrait consiste en un remboursement des cotisations du parlementaire avec intérêts au taux prévu par le règlement. Elle est versée au parlementaire dont le mandat prend fin avant qu'il n'ait accumulé six années de cotisation, ou qui quitte le Sénat pour cause de déchéance, ou au parlementaire qui est expulsé de la Chambre des communes.

Allocation aux survivants

Parlementaires

Les survivants et les enfants admissibles des parlementaires peuvent recevoir une allocation.

Pour les survivants, l'allocation est égale aux trois cinquièmes de l'allocation annuelle de base à laquelle le parlementaire en poste aurait eu droit, ou que l'ancien parlementaire à la retraite recevait immédiatement avant son décès.

À chaque enfant de moins de 18 ans, ou âgé de 18 à 25 ans et aux études à plein temps, il est versé une allocation aux survivants égale à un dixième de l'allocation annuelle de base du parlementaire, ou à deux dixièmes si aucune allocation n'est versée au survivant.

Premier ministre

Il est versé au survivant admissible une allocation égale à la moitié de l'allocation versée à l'ancien premier ministre pour le service en cette qualité. Bien que le premier ministre doive verser une cotisation correspondant à 7 p. 100 de son traitement en tant que premier ministre, en sus des cotisations à titre de député de la Chambre des communes, une allocation aux survivants est versée à un conjoint et non aux enfants d'un ancien premier ministre.

Indexation

Les allocations aux parlementaires retraités et à leurs survivants sont rajustées au début de chaque année civile. Le rajustement correspond à l'augmentation en pourcentage de la moyenne de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour la période de 12 mois se terminant le 30 septembre précédent, par rapport à la moyenne de l'IPC pour la période de 12 mois se terminant le 30 septembre de l'année précédente.

Les paiements d'indexation ne commencent pas à être versés à l'ancien parlementaire avant qu'il atteigne l'âge de 60 ans. Lorsque l'indexation entre en vigueur, les paiements tiennent compte de l'augmentation cumulative de l'IPC depuis que le parlementaire a quitté ses fonctions.

Les allocations aux survivants sont indexées immédiatement à partir de la date à laquelle un parlementaire a quitté ses fonctions.

Prestation minimale

Si le parlementaire, actuel ou retraité, décède sans laisser de survivant admissible à une allocation, sa succession reçoit le montant représentant l'excédent de ses cotisations sur toutes allocations déjà versées.

Cotisants

Le 31 mars 2007, 399 parlementaires cotisaient au régime, et il n'y avait pas de siège vacant à la Chambre des communes. Les tableaux 5 et 6 du présent rapport donnent le nombre et la répartition des allocations.

Tableaux statistiques

Tableau 1

Compte d'allocations de retraite des parlementaires (en dollars)

| | Exercice 2006-2007 | Exercice 2005-2006 |
|---|-----------------------|-----------------------|
| Solde d'ouverture | 453 260 380 | 422 525 376 |
| Recettes et autres crédits | | |
| Cotisations des parlementaires, service actuel | 1 577 562 | 1 531 607 |
| Cotisations du gouvernement, service actuel | 5 355 841 | 5 226 747 |
| Cotisations des parlementaires, arrérages du principal, intérêts et assurance-décès | 76 194 | 69 096 |
| Cotisations du gouvernement, comptes créditeurs (options) | – | – |
| Intérêts | 46 554 638 | 43 384 988 |
| Virement du compte de prestations de retraite supplémentaires | – | – |
| Redressement du passif actuariel | – | – |
| Recettes totales | 53 564 235 | 50 212 438 |
| Paiements et autres débits | | |
| Allocations annuelles | 20 017 711 | 18 977 081 |
| Indemnités de retrait y compris les intérêts | 19 757 | 171 984 |
| Paiements de partage des prestations | 129 546 | 139 793 |
| Virements au compte de pension de retraite de la fonction publique | – | 188 576 |
| Paiements totaux | 20 167 014 | 19 477 434 |
| Excédent des recettes sur les dépenses | 33 397 221 | 30 735 004 |
| Solde de clôture | 486 657 601 | 453 260 380 |

Tableau 2

Compte de convention de retraite des parlementaires (en dollars)

| | Exercice 2006-2007 | Exercice 2005-2006 |
|---|-----------------------|-----------------------|
| Solde d'ouverture | 140 775 475 | 125 508 575 |
| Recettes et autres crédits | | |
| Cotisations des parlementaires, service actuel | 2 595 273 | 2 685 345 |
| Cotisations du gouvernement, service actuel | 16 178 865 | 16 529 339 |
| Cotisations des parlementaires, arrérages du principal, intérêts et assurance-décès | 68 379 | 70 262 |
| Intérêts | 15 103 392 | 13 591 352 |
| Redressement du passif actuariel | – | 5 708 760 |
| Recettes totales | 33 945 909 | 38 585 058 |
| Paiements et autres débits | | |
| Allocations annuelles | 5 886 618 | 4 113 948 |
| Indemnités de retrait plus intérêts | 59 474 | 419 646 |
| Paiements de partage des prestations | 152 043 | 561 063 |
| Impôt remboursable ¹ | 13 540 275 | 18 223 501 |
| Paiements totaux | 19 638,410 | 23 318 158 |
| Excédent des recettes sur les dépenses | 14 307 499 | 15 266 900 |
| Solde de clôture | 155 082 974 | 140 775 475 |

1. Un impôt remboursable égal à 50 p. 100 des cotisations et des intérêts crédités au CCRP, moins 50 p. 100 des prestations imputées au compte, doit être remis chaque année à l'Agence du revenu du Canada.

Tableau 3

**Compte d'allocations de retraite des parlementaires
Données comparatives du 20 novembre 1952 au 31 mars 2007 (en dollars)**

| Période/ Exercice | Cotisations des parlementaires ¹ | Cotisations du gouvernement | Intérêts | Recettes totales | Allocations annuelles | Indemnités de retrait | Virements au CFPF | Dépenses totales | Solde du compte |
|----------------------|--|--------------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|----------------------|--------------------|--------------------|
| 1952-1988 | 24 124 138 | 23 889 147 | 19 966 823 | 67 979 808 | 36 027 810 | 2 903 061 | 269 623 | 59 200 494 | 28 779 384 |
| 1988-1989 | 2 175 303 | 1 897 766 | 2 950 677 | 7 023 746 | 5 086 914 | 1 461 995 | - | 6 548 909 | 29 254 221 |
| 1989-1990 | 2 267 074 | 2 082 958 | 2 960 449 | 7 310 481 | 6 197 822 | 124 942 | 24 593 | 6 347 357 | 30 217 345 |
| 1990-1991 | 2 305 080 | 2 175 581 | 3 059 384 | 7 540 045 | 6 368 934 | 27 364 | - | 6 396 298 | 31 361 092 |
| 1991-1992 | 2 060 258 | 2 220 659 | 3 440 449 | 175 663 154 ² | 7 187 271 | 7 339 | - | 7 194 610 | 199 829 636 |
| 1992-1993 | 1 042 520 | 2 131 335 | 20 493 768 | 23 667 623 | 9 813 446 | 17 221 | - | 9 830 667 | 213 666 592 |
| 1993-1994 | 1 048 643 | 2 064 761 | 21 882 703 | 24 996 107 | 12 084 079 | 1 852 076 | - | 13 936 155 | 224 726 544 |
| 1994-1995 | 1 070 539 | 1 884 100 | 22 861 864 | 25 816 503 | 15 432 287 | 58 833 | - | 15 491 120 | 235 051 927 |
| 1995-1996 | 990 575 | 1 685 476 | 23 933 398 | 26 609 449 | 14 947 496 | 936 723 | - | 15 884 219 | 245 777 087 |
| 1996-1997 | 876 577 | 1 561 870 | 25 029 451 | 27 467 898 | 15 000 643 | 138 516 ³ | - | 15 139 159 | 258 105 826 |
| 1997-1998 | 941 060 | 1 707 658 | 26 262 499 | 28 911 217 | 15 251 902 | 840 521 ³ | - | 16 092 426 | 270 924 617 |
| 1998-1999 | 1 081 944 | 2 261 588 | 27 620 578 | 30 964 110 | 15 211 454 | 673 914 ³ | - | 15 885 368 | 286 003 360 |
| 1999-2000 | 1 054 926 | 2 673 500 | 29 409 145 | 33 137 571 | 15 311 534 | 680 015 ³ | - | 15 991 549 | 303 149 382 |
| 2000-2001 | 1 582 118 | 2 882 101 | 31 014 334 | 35 478 553 | 15 514 009 | 405 499 ³ | - | 15 919 508 | 322 708 427 |
| 2001-2002 | 1 366 802 | 3 847 838 | 33 226 180 | 38 440 820 | 15 993 470 | 154 314 ³ | - | 16 147 784 | 345 001 463 |
| 2002-2003 | 1 340 110 | 4 395 891 | 35 221 387 | 40 957 388 | 16 623 728 | 846 514 ³ | - | 17 470 242 | 368 488 609 |
| 2003-2004 | 1 100 713 | 4 557 315 | 37 822 796 | 43 480 824 | 16 551 392 | 862 213 ³ | - | 17 413 605 | 394 555 828 |
| 2004-2005 | 1 361 109 | 4 780 613 | 40 502 434 | 46 644 156 | 18 108 177 | 566 431 ³ | - | 18 674 608 | 422 525 376 |
| 2005-2006 | 1 600 703 | 5 226 747 | 43 384 988 | 50 212 438 | 18 977 081 | 311 777 ³ | 188 576 | 19 477 434 | 453 260 380 |
| 2006-2007 | 1 653 756 | 5 355 841 | 46 554 638 | 53 564 235 | 20 017 711 | 149 303 ³ | - | 20 167 014 | 486 657 601 |
| Total | 51 043 948 | 79 282 745 | 497 597 645 | 797 866 126 | 295 707 160 | 13 018 573 | 482 792 | 309 208 525 | |

1. Comprend les cotisations au titre du service actuel et du service antérieur ainsi que les intérêts versés par les parlementaires.

2. Comprend un virement de 9 941 788 \$ du Compte de prestations de retraite supplémentaires et un crédit découlant d'un redressement actuariel de 158 000 000 \$.

3. Comprend des paiements de partage des prestations et les intérêts des indemnités de retrait.

Tableau 4
Compte de convention de retraite des parlementaires
Données comparatives du 1^{er} janvier 1992 au 31 mars 2007 (en dollars)

| Période / Exercice | Cotisations des parlementaires | Cotisations du gouvernement | Intérêts | Recettes totales | Allocations annuelles | Indemnités de retrait | Impôt remboursable | Dépenses totales | Solde du compte |
|---|-----------------------------------|--------------------------------|-------------------|-------------------------|--------------------------|--------------------------|-----------------------|---------------------|-----------------|
| 1 ^{er} janv. 1992- 31 mars 1993 | 1 944 720 | 13 837 316 | 806 119 | 16 588 155 | 71 198 | 3 901 | 6 516 391 | 6 591 490 | 9 996 665 |
| 1993-1994 | 1 553 821 | 10 394 866 | 1 487 793 | 13 436 480 | 391 546 | 571 762 | 6 637 345 | 7 600 653 | 15 832 492 |
| 1994-1995 | 1 610 329 | 9 058 349 | 2 025 049 | 12 693 727 | 727 802 | 27 755 | 5 807 226 | 6 562 783 | 21 963 436 |
| 1995-1996 | 1 246 927 | 5 971 846 | 2 563 705 | 9 782 478 | 762 478 | 574 632 ¹ | 4 808 645 | 6 145 755 | 25 600 159 |
| 1996-1997 | 1 074 385 | 4 944 660 | 2 853 534 | 8 872 579 | 772 012 | 57 167 ¹ | 3 884 619 | 4 713 798 | 29 758 940 |
| 1997-1998 | 1 147 880 | 5 410 244 | 3 257 976 | 9 816 100 | 954 739 | 718 385 ¹ | 3 982 375 | 5 655 499 | 33 919 541 |
| 1998-1999 | 1 353 367 | 6 816 386 | 3 769 294 | 11 939 047 | 976 109 | 113 933 ¹ | 5 101 490 | 6 191 532 | 39 667 056 |
| 1999-2000 | 1 248 721 | 7 397 670 | 4 458 146 | 13 104 537 | 1 017 774 | 464 361 ¹ | 5 790 772 | 7 272 907 | 45 498 686 |
| 2000-2001 | 1 812 679 | 7 831 603 | 5 031 774 | 14 676 056 | 1 113 039 | 207 462 | 6 460 747 | 7 781 248 | 52 393 494 |
| 2001-2002 | 2 448 630 | 15 269 084 | 6 396 263 | 24 113 977 | 1 368 096 | 448 629 ¹ | 10 049 942 | 11 866 667 | 64 640 804 |
| 2002-2003 | 2 571 907 | 15 859 000 | 7 248 223 | 35 452 405 ² | 1 445 396 | 412 384 ¹ | 10 982 904 | 12 840 684 | 87 252 525 |
| 2003-2004 | 2 925 422 | 16 921 883 | 9 979 113 | 39 599 693 ² | 1 529 508 | 523 313 ¹ | 17 926 813 | 19 979 634 | 106 872 584 |
| 2004-2005 | 2 629 785 ³ | 16 297 793 | 11 702 344 | 40 275 688 ² | 3 254 354 | 441 259 ¹ | 17 944 084 | 21 639 697 | 125 508 575 |
| 2005-2006 | 2 755 607 ³ | 16 529 339 | 13 591 352 | 38 585 058 ² | 4 113 948 | 980 709 ¹ | 18 223 501 | 23 318 158 | 140 775 475 |
| 2006-2007 | 2 663 652 ³ | 16 178 865 | 15 103 392 | 33 945 909 | 5 886 618 | 211 517 ¹ | 13 540 275 | 19 638 410 | 155 082 974 |
| Total | 28 987 832 | 170 718 904 | 90 274 077 | 322 881 889 | 24 384 617 | 5 757 169 | 137 657 129 | 167 798 915 | |

1. Comprend des paiements de partage des prestations et les intérêts des indemnités de retrait.

2. Comprend un redressement du passif actuariel.

3. Comprend des cotisations pour des services courants et antérieurs ainsi que des intérêts versés par les parlementaires.

Tableau 5

Nouvelles allocations et allocations antérieures pour l'exercice 2006-2007

1. a) Les 32 allocations ci-après ont commencé à être versées aux personnes suivantes :

- 5 anciens sénateurs;
- 1 survivant d'ancien sénateur;
- 7 anciens députés;
- 10 anciens députés dont les allocations ont été rétablies;
- 5 survivants d'anciens députés dont les allocations ont été rétablies;
- 4 étudiants ou enfants d'anciens députés.

b) Des indemnités de retrait (c'est-à-dire remboursement des cotisations des parlementaires avec intérêt) ont été versées à un sénateur et à un député retraité.

2. Les 29 allocations suivantes ont cessé d'être versées :

a) aux 20 personnes décédées suivantes :

- 1 sénateur;
- 2 anciens sénateurs
- 4 survivants d'anciens sénateurs;
- 10 anciens députés;
- 3 survivants d'anciens députés;

b) aux 9 personnes dont les allocations ont cessé d'être versées à cause des motifs suivants :

- 1 enfant d'un ancien sénateur dont l'allocation a été suspendue en raison de l'âge;
- 8 anciens députés dont les allocations ont été suspendues en raison du cumul de pension et de traitement.

Depuis l'entrée en vigueur de la *Loi*, le 20 novembre 1952, un nombre total de 1 318 allocations annuelles et de 889 indemnités de retrait ont été autorisées.

Tableau 6

Répartition des allocations annuelles versées

La répartition des allocations annuelles versées (y compris l'indexation) au 31 mars 2007 s'établissait ainsi :

| Montant de l'allocation (\$) | Anciens parlementaires | Survivants | Enfants/Étudiants à charge | Total |
|------------------------------|------------------------|------------|----------------------------|------------|
| 70 000 et plus | 75 | – | – | 75 |
| 65 000 – 69 999 | 19 | 1 | – | 20 |
| 60 000 – 64 999 | 29 | – | – | 29 |
| 55 000 – 59 999 | 44 | 1 | – | 45 |
| 50 000 – 54 999 | 25 | 2 | – | 27 |
| 45 000 – 49 999 | 34 | 3 | – | 37 |
| 40 000 – 44 999 | 45 | 7 | – | 52 |
| 35 000 – 39 999 | 52 | 26 | – | 78 |
| 30 000 – 34 999 | 35 | 10 | – | 45 |
| 25 000 – 29 999 | 25 | 23 | – | 48 |
| 20 000 – 24 999 | 35 | 21 | – | 56 |
| 15 000 – 19 999 | 18 | 19 | – | 37 |
| 10 000 – 14 999 | 16 | 22 | – | 38 |
| 5 000 – 9 999 | 16 | 16 | 4 | 36 |
| Jusqu'à 4 999 | – | – | 1 | 1 |
| Total | 468 | 151 | 5 | 624 |

1. Les allocations susmentionnées comprennent les allocations annuelles indexées pour l'exercice des fonctions de premier ministre de deux anciens parlementaires.
2. L'allocation annuelle moyenne, y compris l'indexation, des anciens sénateurs était de 53 025 \$ et celle des anciens députés de 47 806 \$.
3. En tout, 12 anciens sénateurs et 63 anciens députés ont reçu une pension annuelle, y compris l'indexation et le CCRP, qui était supérieure à 70 000 \$.